



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CGT dénonce le traitement raciste, inhumain et dégradant des migrant.e.s à la frontière entre l'Union Européenne et le Bélarus

Une crise humanitaire d'envergure est en train de se déployer à la frontière entre le Bélarus et l'Union européenne. Des milliers de migrants irakiens et syriens, parmi lesquels des familles avec enfants, cherchent à rejoindre l'Europe et se retrouvent piégés par le froid et la faim face à des barbelés à lame de rasoirs fournis par le Danemark. Acheminés par avion via Minsk, avec la complicité des autorités biélorusses qui ont gelé cet été des accords de réadmissions avec l'Union européenne, ils se heurtent à la sourde hostilité de la Pologne et des pays Baltes qui se déclarent en état d'urgence, durcissent leur législation anti-migratoire au mépris des principes les plus élémentaires des droits humains, déploient l'armée, en appellent à l'aide de l'Otan. Les gardes-frontières lithuaniens et polonais ont carte blanche pour refouler les migrants interceptés au mépris du droit en vigueur dans l'UE. Les citoyens et les ONG polonaises qui viennent en aide à ces personnes sont à leur tour cibles de menaces et d'actes de représailles des nationalistes, alors que l'on déplore officiellement déjà 11 morts d'hypothermie.

La Pologne ne fait pas mystère de son aversion à accueillir les migrants issus de l'Afrique et du Moyen-Orient, préférant la migration du travail, dont son économie a besoin, en provenance de l'Ukraine.

Loukachenko, après avoir été gardien de l'Europe forteresse dans la crise migratoire de 2015 choisit délibérément aujourd'hui de rendre cet épisode spectaculaire et visible, au moment où son pays vient de conclure des accords de coopération rapprochée avec la Russie en choisissant pour cela la date du 4 novembre, fête de l'unité du peuple en Russie. Rappelons que cette fête a été inscrite dans le calendrier russe en lieu et place de la Révolution d'Octobre qui n'est désormais plus un jour férié et qu'elle renvoie à une victoire sur la Pologne au début du 17^{ème} siècle.

Cette mise en scène rencontre un écho nauséabond de la part du gouvernement et des médias polonais. Ils usent d'un vocabulaire militaire indécent et assimilent les personnes en détresse à des armes menaçant la sacralité de leurs frontières nationales.

La CGT s'insurge contre le traitement raciste, inhumain et dégradant infligé à des milliers de personnes, prises en tenaille entre les calculs intéressés du pouvoir biélorusse et la xénophobie d'un autre âge de plusieurs pays membres de l'UE.

Elle tient à rappeler que toute personne a le droit de quitter tout pays (article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme) et que l'UE a un devoir d'asile envers les peuples dont les pays ont subi au cours des dernières décennies les ingérences et les jeux géopolitiques des grandes puissances.

Montreuil, le 19 novembre 2021